

Tribune socialiste

N° 349 / 23 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



A.F.P.



**Former des
enseignants**

Pierre Aron

**50 millions
de
Grenoblois**

Pierre Mendès France

**Bonne
chance
Jean Vilar**

Bernard Sizaire

**Portée
historique
d'Octobre**

Lelio Basso

La gauche et la monnaie

Michel ROCARD

Les hasards de l'amitié m'avaient valu en décembre 1964, d'aller fêter Noël chez des amis installés en Grande-Bretagne. Un dîner a réuni un certain nombre de professeurs d'université proches du Labour Party, parmi lesquels un économiste. Je me souviens d'avoir posé la question suivante : « Bien que je sois un économiste peu expérimenté en matière de paiements internationaux, il me semblait que le gouvernement travailliste aurait dû dévaluer il y a trois mois, c'est-à-dire dans les 24 heures de son arrivée au pouvoir, ce

qui était le seul moyen d'imputer aux tories la responsabilité d'une situation désormais sans issue. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? »

Il se produisit alors une chose étrange : un silence glacial accueillit ma question, l'économiste plongea la tête vers son assiette, les autres assistants rougirent, de longues secondes s'écoulèrent et quelqu'un enfin nous rendit le service d'orienter la conversation vers la guerre du Vietnam. Bref, j'avais été impoli. Ma question ne visait pas la discussion

en termes rationnels de l'action d'un gouvernement socialiste, elle mettait en doute, de manière infamante, l'objectif premier que s'était donné le Labour : devenir un gouvernement « respectable » aux yeux de tous les Anglais, c'est-à-dire gouverner en respectant les dogmes imposés à la société britannique par sa bourgeoisie. Un gouvernement britannique peut tout faire, sauf toucher à la reine, et toucher à la livre. Tout le problème est là.

(suite page 3)

□ Les poings sur les i

Les aveugles

Le débat qui a lieu à propos d'une éventuelle introduction de la publicité de marques sur les écrans de télévision me fait doucement grincer des dents. Ceux qui s'alarment et protestent avec des trémolos de jeunes vierges dans la voix dénoncent véhémentement le nouveau péril sont-ils des aveugles ayant brusquement retrouvé l'usage de la vue ?

Il y a belle lurette que la publicité a envahi la télévision. Une publicité détectable au coin d'un film, d'un magazine, d'une apparente anodine émission de variétés.

Quels objectifs cette publicité vise-t-elle ? Convaincre les Français que le monde tel qu'il est fait, s'il n'est pas parfait, certes, n'appelle pas la révolution telle que nous, socialistes, la concevons; que la plus-value et la libre entreprise sont des valeurs éminemment respectables; que la lutte des classes n'a plus de sens au temps des mini-jupes; que la crise du logement est une brouille; que la condition ouvrière est admirable; qu'il vaut mieux s'occuper de fesses — fussent-elles recouvertes de plumes bourgeoises — que de politique active, etc.

En vérité, le capitalisme est le plus gros entrepreneur en publicité. Il dispose de moyens gigantesques, d'hommes de talent qui, au nom de la nécessité, le servent malgré eux.

La publicité, c'est toujours et partout le conditionnement, la négation de l'individu libre et adulte. Les résultats sont plus qu'encourageants. Le matraquage permanent a donné naissance à « l'aliéné » complice de son « aliénation ». Pour le jubilé d'Octobre, M. Jean Yanne, amuseur public, a pu se permettre de hurler, une matinée entière, à la radio, sur fond sonore d'Internationale : « A bas le capital pourri ! » La France ouvrière a seulement rigolé. Quelques-uns, sans doute contaminés par l'idéalisme, ont eu les larmes aux yeux.

André LAUDE.

□ Erratum

La semaine dernière, dans l'article de Jean-Marie Vincent intitulé « Jeunesse d'Octobre », une regrettable erreur typographique nous a fait écrire, à la 27^e ligne du paragraphe « Les chemins périlleux » : « Les tendances à la planification en Yougoslavie » alors qu'il fallait lire : « Les tendances à la déplanification en Yougoslavie... »

□ L'A.N.C. à Paris

Sous l'égide du « Comité français contre l'apartheid », une conférence de presse vient d'être tenue à Paris qui a permis à deux dirigeants de l'A.N.C. (African National Congress) de fournir un certain nombre d'informations sur le déroulement de la lutte menée par le peuple noir d'Afrique du Sud.

Olivier Tambo est le président de l'A.N.C. et Joe Matthews en dirige le journal. On retiendra de leurs propos que, d'une manière générale, l'Afrique australe se prépare à devenir le théâtre d'une généralisation des guerres révolutionnaires. La référence faite aux menaces de Pretoria à l'encontre de la Zambie, accusée d'accorder abri aux guérilleros sud-africains, est en elle-même parlante.

Les deux dirigeants de l'A.N.C. distinguent la résistance ouverte qui se mène dans les zones rurales du pays, c'est-à-dire dans les réserves; des mouvements clandestins qui affectent les villes où la main-d'œuvre salariée lutte aussi bien pour une amélioration des conditions de vie que dans le cadre d'actions terroristes destinées à ouvrir un front armé contre la suprématie blanche. Sur tous ces points, il aurait été évidemment très intéressant de pouvoir disposer de renseignements plus complets : sur la structure de l'organisation de l'A.N.C., sur ses méthodes, sur son programme ainsi que sur la nature du différend qui l'oppose au P.A.C. (Pan African Congress), lequel semble surtout marquer plus de sympathie en faveur de Pékin qu'en faveur de Moscou.

Comment intégrer ce combat lointain, et pourtant qui sera capital tôt ou tard, dans une stratégie de lutte anti-impérialiste, telle devrait être la réflexion des militants français. Mais une réflexion qui ne se paie pas de mots; or, il semble bien que la dénonciation de la complexité gaulliste soit sur ce point la première et la plus efficace (immédiatement) des luttes que nous puissions envisager.

À écouter O. Tambo et J. Matthews, il semble en effet que si l'aide de la France, notamment dans le domaine militaire, est de peu de poids à côté de celle de la Grande-Bretagne (comment retentiront les difficultés de cette dernière sur l'Afrique du Sud?), il n'en reste pas moins que son effet psychologique est considérable. Essayons d'imaginer, ne fût-ce qu'un instant, l'isolement quasiment désespéré dans lequel se trouvent les masses africaines sous le joug de l'apartheid; on n'en comprendra que mieux l'importance des solidarités. D'autant que l'offensive néo-colonialiste sur le reste du continent africain n'est pas de nature à faciliter la riposte. Dans ces conditions, la conscience socialiste européenne doit intervenir. Nos interlocuteurs y ont fait implicitement appel. □

□ Rencontres P.S.U. Syndicats

Une rencontre a eu lieu le 16 novembre, à 17 heures, au siège de la C.F.D.T. entre le bureau confédéral de cette centrale et le bureau national du P.S.U. Les délégations étaient composées :

- pour la C.F.D.T., de : André Jeanson, Eugène Descamps, René Bonetti;
- pour le P.S.U., de : Michel Rocard, Jacques Malterre, Pierre Marchi.

Après avoir procédé à un tour d'horizon sur la situation syndicale et politique en France, les deux organisations ont convenu de confronter régulièrement leurs points de vue par des réunions, soit de commissions de travail, soit des deux bureaux.

● Les députés du P.S.U. Pierre Mendès France, Guy Desson et Roger Prat ont reçu, à l'Assemblée nationale, le 17 novembre, une délégation du bureau confédéral de la C.G.T. composée de Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., et Jean Schaeffer, secrétaire confédéral. Un échange de vues approfondi s'est développé à cette occasion. Les problèmes posés par la politique économique et sociale du gouvernement (notamment par les récentes ordonnances concernant la Sécurité sociale) et les préoccupations touchant l'emploi ont été longuement étudiés.

Les deux délégations ont estimé que les organisations syndicales et les formations politiques de la gauche ont aujourd'hui des responsabilités qui se complètent et qu'elles doivent, en conséquence, développer leurs contacts non seulement pour dénoncer le caractère rétrograde de l'action gouvernementale, mais pour déterminer les propositions constructives de la gauche.

L'élaboration d'un programme commun appelle donc entre elles des contacts et des concertations continus.

C'est pourquoi d'autres rencontres sont envisagées entre les députés du P.S.U. et les représentants du bureau confédéral de la C.G.T.

□ Congrès CFTC

Une semaine après la C.F.D.T., la C.F.T.C. maintenue s'est réunie en congrès à Clichy.

Que les dirigeants de la C.F.T.C. en conviennent ou non, il est clair que les débats de ce congrès ont été dominés par la C.F.D.T. Tout au long des débats, on a voulu répondre aux propos tenus par la centrale « d'en face » la semaine précédente. Bien souvent, trop souvent, la Maison du peuple de Clichy s'est transformée en un véritable tribunal de l'inquisition, dont les juges prenaient beaucoup de plaisir à excommunier les ex-partenaires qui, selon Jacques Tes-

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

sier, sont en passe de devenir les disciples de Satan en se laissant peu à peu « dévorer » par les communistes.

Joseph Sauty a déclaré que la C.F.T.C. regroupait 115.000 travailleurs; rien n'empêche d'accepter ce chiffre. Rien ne le confirme non plus. Ces travailleurs pensent que leur référence directe au christianisme est un apport original à la lutte des travailleurs, il n'y a pas à remettre en cause leur choix. Mais il est tout de même permis de considérer que les méthodes et les positions actuelles de la C.F.T.C. sont négatives et de nature à engager les travailleurs sur une voie qui leur réservera bien des déceptions.

Une phrase de Jacques Tessier oblige également à se demander si la C.F.T.C. a une place dans la gauche, bien que l'auteur ait par avance répondu affirmativement : « Nous entendons bien garder nos distances envers les organisations de gauche. Quelle que soit la couleur politique du pouvoir, nous serons des opposants, car les aspirations des travailleurs ne seront jamais pleinement satisfaites. Nous ne participerons jamais à l'élaboration des politiques, des lois, nous entendons être seulement consultatifs. » Le syndicalisme chrétien manque un peu d'espérance.

La grande erreur de la C.F.T.C. est de croire que le visage du syndicalisme de 1967 puisse être le même qu'en 1919, que ce syndicalisme soit, ou ne soit pas, chrétien. Joseph Sauty, Jacques Tessier et leurs troupes ont d'ailleurs profité de leur rassemblement pour célébrer les quatre-vingts ans du syndicalisme chrétien, donnant ainsi à leur congrès une allure de messe pour le temps passé. □

La gauche et la monnaie

(suite de la page 1)

Comment se présentait donc la situation ? Elle était faite de difficultés spécifiques de l'économie britannique, aggravées par des pressions sur la livre que favorisait le mécanisme officiel des paiements internationaux.

La crise interne

En bref, l'économie britannique avait commencé bien avant toutes les autres, dès la fin du XVIII^e siècle, à prendre complètement le pari de l'industrialisation. Elle a sacrifié ses productions traditionnelles, à l'époque l'agriculture, aujourd'hui le textile naturel, pour se spécialiser dans les produits les plus nouveaux, acier, chimie, les vendre au monde entier, et recueillir par là les moyens d'acheter les produits classiques qui lui manquent, alimentaires notamment, en les payant moins cher que s'ils avaient été fabriqués par des travailleurs britanniques.

Une telle stratégie implique l'expansion constante, la division internationale de plus en plus poussée du travail, et une liaison de plus en plus étroite du pays en cause avec le mouvement mondial des échanges. Cela impliquait pour l'Angleterre l'obligation d'importations croissantes et par conséquent pour les payer l'obligation de rechercher à tout prix l'expansion, une modernisation incessante pour être toujours capable de payer par des exportations aux marchés assurés les importations sans lesquelles elle ne vivrait pas. Des services comme l'assurance ou le fret sont en tous points semblables, à cet égard, à des produits exportés.

Mais, toujours dans l'ordre interne, des difficultés de trois types se sont présentées.

L'Angleterre est trop petite pour assumer seule la même stratégie économique à l'époque des grands ordinateurs, de l'industrie nucléaire, des avions de transport lourds. Au contraire de toute l'histoire récente, il allait falloir acheter les produits de la technologie la plus moderne.

De plus le monde entier s'industrialise. Le charbon est dépassé, l'acier est produit partout, l'automobile, les produits chimiques, l'électronique, sont concurrencés par les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suède, le Japon, la France... Demain, bien des pays en voie de développement produiront, au-delà de leur acier, leurs automobiles et leurs textiles. Les marchés deviennent difficiles à protéger et la part de l'Angleterre dans les exportations mondiales diminue lentement, mais inexorablement. Les importations en sont plus difficiles à payer.

Enfin l'attitude du mouvement syndical a joué son rôle. Ce qui suit n'est pas agréable à écrire. Mais le drame britannique est trop grave pour n'être pas l'occasion d'un examen de conscience complet de toute la gauche.

Une politique de recherche constante de la modernisation et de la productivité oblige à des bouleversements structurels fréquents, à des modifications répétées des qualifications et des situations professionnelles. Or l'évolution anglaise a développé un syndicalisme très puissant. Celui-ci a défendu la sécurité des travailleurs sans aucun égard à la souplesse nécessaire de l'économie. Son action aurait pu chercher à assurer des garanties contre les effets sociaux du changement, par la politique de plein emploi, la formation professionnelle et l'aide financière aux mutations professionnelles. Bien au contraire le mouvement syndical anglais, éludant toute référence aux problèmes de politique économique nationale, a cherché, et est parvenu, à ralentir le changement dans l'économie britannique et à y limiter la croissance de la productivité. Devant une concurrence extérieure qui donnait à sa situation une fragilité croissante, l'économie britannique fonctionnait tous freins serrés.

Les charges qui pesaient sur la livre

Pour un Etat sans statut monétaire particulier, cette situation aurait déjà été très difficile. Elle a été considérablement aggravée par les charges qui pesaient sur la livre. Depuis longtemps, cette monnaie sert à de très nombreuses transactions internationales, notamment sur les matières premières. Les Anglais disent que 30 % des échanges mondiaux se paient en livres. Ils n'exagèrent que peu.

En outre, un accord mondial datant d'avant la guerre et reconduit en 1946, fait de la livre sterling, avec le dollar et l'or, un des trois moyens de paiement internationaux. Toute dette internationale peut être payée indifféremment en dollars, en livres ou en or, à charge pour les autorités monétaires des Etats-Unis et de Grande-Bretagne de garantir à leurs monnaies une parité constante avec l'or et par conséquent entre elles, et de garantir aussi à tout détenteur de livres ou de dollars, s'il n'est pas ressortissant du pays émetteur, la libre conversion de ses devises en or.

La livre représente donc 8 % du montant total de la masse monétaire internationale. C'est beaucoup moins qu'autrefois, mais tout de même encore considérable. De plus les détenteurs étrangers de livres en possè-



A.D.N.P.

Troisième en date...

dent pour un montant qui représente à peu près cinq fois les réserves d'or de la Banque d'Angleterre. La Grande-Bretagne est donc un banquier en faillite. En outre, le système oblige la Grande-Bretagne à respecter une liberté de circulation absolue des capitaux. La place de Londres accueille de manière constante d'énormes capitaux internationaux de toutes origines, le plus souvent déposés à court terme. A la moindre alerte, ces capitaux qui n'ont pris la forme de livres qu'en raison des avantages historiques offerts par les services bancaires de la célèbre « City » peuvent désertier l'Angleterre pour rallier la Suisse, les Etats-Unis, voire l'Allemagne. Ces mouvements compliquent les fins de mois de la Grande-Bretagne. Du coup, les mouvements commerciaux réguliers en sont affectés. Importateurs et exportateurs sont plus rapides à se débarrasser de leurs livres et à garder des monnaies étrangères par peur d'une baisse des cours voire d'une dévaluation, les banques centrales du monde entier ne conservent pas leurs livres et demandent de l'or. Une spéculation systématique peut même s'abattre, voire un sabotage délibéré comme ce fut le cas au début de l'expérience travailliste.

Dans la mesure où, sur une longue période, la balance des paiements courants se détériore lentement, ce déficit fait peser sur la livre une menace croissante. De ce fait, les mouvements internationaux de capitaux ne peuvent jouer que contre la livre, et ceci de plus en plus gravement, obligeant ainsi la Grande-Bretagne à prélever sur sa production intérieure des ressources croissantes pour équilibrer le marché international de sa monnaie.

Le choix de Wilson

Il ne pouvait y avoir, dans cette situation, que deux stratégies. La pre-

mière consistait à dégager la livre du carcan que lui impose son rôle de monnaie de réserve internationale. Une dévaluation immédiate était le prélude nécessaire à cette orientation, pour compenser par des exportations accrues, les pertes entraînées par la vague de spéculation qu'auraient provoquée les premières mesures laissant deviner cette orientation. Politiquement il était nécessaire d'agir tout de suite, car c'était le seul moyen d'en imputer la responsabilité totale aux conservateurs à cause à la fois de la faillite de leur gestion pendant treize ans et du caractère tronqué des informations qu'ils avaient laissé filtrer sur la balance des paiements.

L'autre stratégie consistait à redresser à terme l'équilibre des échanges commerciaux de la Grande-Bretagne, ce qui aurait pu suffire, si Wilson y était durablement parvenu, à restaurer la confiance dans sa monnaie et à réduire de ce fait la spéculation à très peu de choses. Mais cela supposait qu'avant le retour à un équilibre stable, l'économie britannique devrait s'imposer durablement les sacrifices nécessaires pour freiner sa propre consommation, exporter de la sorte toujours plus, et combler ainsi — longtemps — par ses propres ressources, ce que lui ferait perdre une spéculation internationale contre la livre qui ne disparaîtrait qu'avec le retour de l'économie intérieure anglaise à la santé.

Cette deuxième stratégie ne pouvait se fonder sur l'appui des milieux commerciaux internationaux, qui en étaient l'ennemi essentiel. Elle exigeait donc le soutien indéfectible de toutes les banques centrales associées au système de paiements internationaux, le fameux Gold Exchange Standard, pour toute la période où la livre resterait vulnérable.

(suite page 4)

La gauche et la monnaie

(suite de la page 3)

Elle avait besoin d'une bonne expansion dans le monde entier, de manière que les produits anglais trouvent des débouchés croissants. Mais surtout elle comportait une contradiction interne insoluble, à laquelle les conservateurs s'étaient déjà heurtés. Pour exporter plus, il faut produire plus, c'est-à-dire investir plus. Or, si l'équilibre des échanges commerciaux dépend à long terme de la puissance de l'économie, de son dynamisme, il dépend à court terme des niveaux de prix. Toute augmentation des prix intérieurs rend plus difficile la vente de produits nationaux à l'étranger, et appelle les produits étrangers moins chers à venir sur le marché national. C'est une catastrophe pour la balance des comptes. De ce fait, la bataille au jour le jour se livre sur le front des prix. Dans une économie qui n'a pas assez investi depuis longtemps, la tentation est forte d'apaiser les mouvements de prix en limitant la demande, c'est-à-dire la consommation, mais aussi l'investissement intérieur. De là, le maintien constant d'un loyer de l'argent — le taux d'intérêt — élevé, dans le double dessein d'attirer à Londres des capitaux étrangers parce qu'ils y seront mieux rémunérés, et aussi de freiner les investissements pour diminuer une partie de la demande. Mais du coup l'économie devient moins compétitive, perd la possibilité de présenter sur les marchés extérieurs les produits les plus modernes, perd même la possibilité d'augmenter vite ses capacités de production.

En fait la réussite de cette deuxième stratégie était très douteuse. Il lui fallait une excellente conjoncture mondiale pendant longtemps, beaucoup de chance, et le soutien fidèle des banques centrales de tout le monde occidental, toutes choses fort improbables.

Le gouvernement Wilson l'a néanmoins choisie, pour cette raison simple, on l'a vu plus haut, que la première lui semblait politiquement impossible. Pourquoi cette sensation d'impossibilité ?

D'une part l'équipe Wilson n'avait pas une pleine connaissance du problème. C'est grave, car cela pose en fait le problème du sérieux et de la précision des plates-formes de l'opposition, et pour nous, membres du P.S.U., c'est la conception même de ce que doit être un programme commun de gouvernement qui se trouve ici mise en question. On ne biaise pas avec les problèmes monétaires, Wilson en est une preuve douloureuse.

D'autre part, si Wilson a fait ce choix, c'est aussi parce qu'il était persuadé, probablement à juste titre, que le peuple anglais ne lui pardonnerait pas une dévaluation. Comme les deux seules dévaluations de l'histoire anglaise sont signées, en 1931

et en 1947, de gouvernements travaillistes, et que l'image du travailisme en a été ternie, Wilson s'était dit : « Je ne signerai pas la troisième ». Cette position n'était admissible que s'il était certain de n'y être pas acculé. Mais comme en fait elle était inévitable, il fallait axer la propagande du Labour Party sur la paralysie que le rôle de la livre faisait subir à la Grande-Bretagne, pendant au moins deux ans, pour conquérir auprès de l'opinion la marge de liberté nécessaire à l'action. La faillite est d'abord celle de l'analyse théorique, et ensuite, mais ensuite seulement, celle de la lucidité et du courage politique.

L'engrenage

Le gouvernement Wilson a eu, par la suite, le courage de sa mauvaise position. Mais il n'a pas eu de chance. La conjoncture mondiale s'est alanguie, notamment en Allemagne et en France, et les produits anglais se sont mal vendus. La guerre du Moyen-Orient a été coûteuse au trésor britannique, et la politique anglaise dans cette zone a conduit bien des émirats riches de royalties pétrolières à enlever leurs dépôts de Londres pour les mettre ailleurs.

Au fur et à mesure que les difficultés s'amoncelaient, Wilson soumettait l'Angleterre à une austérité croissante. Plus de chômage, crédit plus cher, moins d'importations, pour sauver à court terme une balance des paiements que cette politique contribuait davantage à compromettre à long terme.

Et chaque fois, les Etats-Unis servaient d'entremetteurs pour organiser des opérations de sauvetage qui supposaient évidemment que M. Wilson ne critique pas leur politique au Vietnam.

Mais chaque fois le coût du sauvetage de la livre montait, lors de la dernière crise, le gouvernement gaulliste a marchandé son soutien, souhaitant à la fois que l'Angleterre se désolidarise des Etats-Unis, et que la crise de la livre entraîne celle d'un système monétaire mondial fondé sur la puissance du dollar et qu'il contestait.

Cela a suffi pour amener l'Angleterre à dévaluer « à chaud » dans les conditions dramatiques que la presse a décrites.

Mais que l'on ne se fasse pas d'illusions : un peu plus tôt, un peu plus tard, avec 1 % de plus ou 1 % de moins, dans le drame ou dans un calme relatif, cette issue était fatale. Elle était écrite dans le choix de 1964 comme dans la situation de l'économie anglaise. C'est pourquoi Guy Mollet a tort de dire qu'il faut voir là l'héritage de la gestion conservatrice, Wilson pouvait choisir

autrement, s'il l'avait fait tout de suite. Et l'éloge qu'a adressé François Mitterrand à la politique monétaire de Wilson dans sa récente interview à *L'Express*, pour souligner l'intérêt nouveau que la gauche porte à la monnaie, s'il était louable dans l'intention, trouvent bien mal son point d'application. Ces interventions récentes montrent que la gauche française a encore du travail pour parvenir à une doctrine monétaire correcte. Le fait de refuser le dialogue avec le P.S.U. ne fait certes pas avancer le programme commun dans ce domaine.

Et maintenant ?

Le problème essentiel tient en ceci que rien n'est résolu. Le taux choisi par les Britanniques est sans doute le taux maximal permis pour maintenir tout de même le soutien du dollar, puisque rien n'était acquis en ce qui concerne les garanties que pouvaient offrir les Six. Mais ce taux n'assure à l'Angleterre qu'un ballon d'oxygène très temporaire. Il lui faudrait investir beaucoup pour pouvoir en profiter, or l'argent n'a jamais été aussi cher. La Banque d'Angleterre vient de porter son taux d'escompte à 8 %, interdisant ainsi toute rentabilité à bien des projets d'investissements. Le problème se reposera donc, peu modifié, dans un an, si la politique économique intérieure ne se réoriente pas complètement vers l'organisation de l'expansion, avec par précaution la création d'un contrôle des changes.

Pour le reste du monde, les conséquences sont graves aussi.

En obligeant l'Angleterre à dévaluer dans de telles conditions, de Gaulle a créé des ennuis sérieux au dollar, et par conséquent marqué un point indiscutable dans la lutte qu'il mène à sa manière contre les Etats-Unis. Il faut s'attendre, en effet, à une très importante spéculation sur l'or dans les semaines qui viennent. Comme les banques centrales des grands pays devront y faire face en vendant de l'or et qu'elles le demanderont aux Etats-Unis, ceux-ci vont enregistrer des sorties massives. Cela pourrait les conduire, dans un proche avenir, à désolidariser le dollar de l'or, comme ils songent à le faire depuis quelque temps. La crise du système monétaire international est aujourd'hui ouverte.

Dans un tel état de crise, le crédit international se resserrera. Tous les pays vont être plus que jamais attentifs à l'équilibre mensuel de leurs paiements. Si de Gaulle a marqué un point contre les Etats-Unis, c'est au risque de provoquer dans les grands pays industriels une aggravation des politiques de déflation et de chômage. Cette caractéristique particulière de la politique gaulliste, que nous expérimentons déjà en France, devient produit d'exportation. En tout cas, c'en est fait de la reprise générale de l'expansion mondiale qui était attendue, avec un bon rythme

pour 1968. An contraire, la politique de relance en Allemagne va sans doute être modérée. En France, où la menace de produits anglais devenus moins chers sera sensible dans les secteurs où les Britanniques sont traditionnellement bons vendeurs, textile, automobile, mécanique, on verra s'aggraver les menaces de sous-emploi, et très probablement notre balance des comptes se détériorera, ce qui pourrait conduire le gouvernement à un nouveau coup de frein.

Il faut en outre rappeler que la politique monétaire française est conduite au nom de l'idée que le franc revendique un rôle monétaire international. L'expérience Wilson montre à quel point cette idée pourrait être catastrophique pour notre pays. Il ne peut y avoir de monnaie internationale que celle du pays à la plus forte productivité, les Etats-Unis, ou celle qui, ne servant à aucuns paiements nationaux, serait émise et gérée par une institution internationale correctement contrôlée. A défaut, ce sont les travailleurs du pays intéressé qui font les frais du prestige monétaire douteux recherché par leurs dirigeants.

La dure période qui s'ouvre pour l'économie anglaise et pour l'économie mondiale doit être mise à profit par la gauche pour de salutaires réflexions. Seul l'équilibre rigoureux de ses paiements extérieurs permet à un pays d'échapper aux pressions du capitalisme international. Ces pressions jouent toujours dans le sens de la déflation, du chômage, et de la restriction des revenus salariaux. Le seul moyen d'y échapper réside dans la recherche de l'expansion par une planification sélective sachant utiliser à la fois la mise en concurrence comme la nationalisation pour conduire les entreprises vers le respect du plan. Cette politique doit savoir se garantir des pressions extérieures, au besoin par le contrôle des changes. Toute la difficulté de la construction européenne est de savoir si une telle politique sera possible à ce niveau. La Grande-Bretagne en a aujourd'hui besoin. Paradoxalement, c'est peut-être là, à condition de savoir le saisir, le seul élément positif de la crise qui commence. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Campagne emploi

Un départ prometteur

Rémy Grillault

Près de quatre cents personnes ont assisté, dans le 13^e arrondissement de Paris, au premier des meetings sur le chômage qu'organiseront le P.S.U. jusqu'à Noël dans la région parisienne. Assistance populaire, où l'on reconnaissait bien des responsables syndicaux de l'arrondissement et qui s'est traduite par plusieurs adhésions et une nouvelle progression du P.S.U. dans cet arrondissement populaire, dont Claude Bourdet est conseiller municipal depuis huit ans.

Michel Grimal, président du syndicat (C.F.D.T.) de la formation professionnelle, a tout d'abord souligné l'inadaptation des ordonnances de l'été dernier à résoudre les problèmes de l'emploi : « C'est un cautère sur une jambe de bois, a-t-il déclaré, car le gouvernement, s'il cherche à indemniser un peu mieux les chômeurs, ne se préoccupe nullement de leur donner du travail. »

Claude Bourdet a ensuite dressé un bilan très complet de l'aggravation du chômage dans la capitale et la banlieue : « On compte, a-t-il souligné, plus de 100.000 chômeurs actuellement dans la région parisienne, soit 50 % de plus qu'il y a un an. Or, en un an, le nombre des emplois offerts a au contraire baissé de 29 %. De sorte qu'il y a aujourd'hui 43 chômeurs par emploi offert, au lieu de 1 pour 22 chômeurs un an plus tôt. C'est quatre fois plus que dans le reste de la France, où l'on compte seulement 11 chômeurs par emploi offert. »

Analysant ensuite les diverses causes de cette aggravation du chômage dans la région parisienne, Claude Bourdet a formulé un plan précis de lutte contre le chômage dans la capitale et la banlieue, plan qu'on

lira ci-dessous et qui viendrait compléter et régionaliser les mesures nationales de lutte contre le sous-emploi : relance de l'expansion, aménagement rationnel du territoire, utilisation du secteur industriel public comme instrument pour la création d'emplois.

Le Foll : les emplois diminuent en Bretagne

Yves Le Foll, qui, pour son premier meeting parisien, a connu un grand succès, a montré ensuite que « le chômage était, hélas ! plus ancien en Bretagne qu'à Paris ». Évoquant la détérioration de la situation en Bretagne ces derniers mois, le député-maire de Saint-Brieuc a ajouté : « On nous avait promis 27.000 emplois nouveaux durant le V^e Plan ; or, depuis six mois, les suppressions d'emplois dépassent les créations d'emplois. Pour donner du travail à tous, il nous faudrait au moins 30.000 emplois nouveaux par an. C'est le contraire qui se passe. Et évidemment, le chômage actuel aggrave le retard des salaires bretons sur les salaires parisiens : 35 % des salariés bretons gagnent moins de 500 F par mois contre 12 % seulement des salariés parisiens ; le revenu global moyen est en Bretagne de 17.000 F par ménage, contre 25.000 dans la région parisienne ; près des deux tiers des emplois créés en Bretagne sont des emplois de manœuvres ou d'O.S., contre un cinquième à Paris... »

La solution est évidemment dans l'installation d'entreprises à proximité de cette main-d'œuvre bretonne disponible. Cela suppose, a souligné Le Foll, à la fois la volonté de créer des emplois en nombre suffisant et



Yves Le Foll et Michel Rocard au cours du meeting

Elie Kagan

celle d'aménager intelligemment le territoire. Deux soucis qui ne sont guère ceux du pouvoir.

Michel Rocard, secrétaire national du P.S.U., qui concluait le meeting, a mis plus vigoureusement encore en cause la politique gouvernementale, « qui consiste à organiser le chômage et non pas l'emploi ». Car, a-t-il montré, « le capitalisme, qui ne peut plus maintenir comme autrefois ses exportations par des dévaluations successives, à cause du Marché commun, veut y parvenir en « tenant » les prix par la stagnation des salaires que facilite le chômage ». Cette politique sociale réactionnaire est d'ailleurs une compensation que le gaullisme donne à la droite, mécontente de son attitude sur le Vietnam et le Moyen-Orient.

« La seule façon de mettre nationalement fin au chômage, a poursuivi Rocard, est de relancer l'expansion par une reprise de la consommation, résultant d'une hausse des salaires et des prestations sociales. La lutte contre l'inflation n'est pas à abandonner pour autant ; mais elle doit être

menée autrement : par un contrôle sévère des prix et une réduction des marges excessives. »

Une action rationnelle d'aménagement du territoire est à poursuivre en même temps, pour implanter les emplois à proximité des travailleurs. Cela nécessite l'action d'élus locaux responsables, c'est-à-dire d'assemblées régionales dotées de pouvoirs réels. Dans la région parisienne, la gauche doit prendre l'initiative de réformer le conseil de Paris, qui n'a pratiquement plus guère de pouvoirs.

« Les problèmes de la région parisienne doivent toutefois être envisagés dans un cadre régional plus vaste. Celui-ci ne prendra d'ailleurs de sens que si une assemblée régionale élue contrôle de près les décisions de l'exécutif. S'il en était autrement, si les structures en place devaient se perpétuer, il est clair que non seulement les problèmes de la région parisienne ne seraient pas véritablement résolus, mais que toute politique d'aménagement du territoire en France deviendrait impossible. »

10 propositions de Claude Bourdet pour la région parisienne

Pour lutter contre le chômage dans la région parisienne, Claude Bourdet a formulé dix propositions (complémentaires aux suggestions faites par Michel Rocard sur le plan national). David Weill, également conseiller de Paris, a repris deux jours plus tard, à l'hôtel de ville de Paris, ces dix propositions qui ont eu un large écho dans la presse.

POUR REALISER LE PLUS GRAND EMPLOI POSSIBLE, à défaut d'arriver tout de suite au plein emploi :

- Elaborer un plan chiffré et localisé des perspectives démographiques et d'emploi dans la région parisienne, précisant comment évolueront (d'après les estimations actuelles) les possibilités et les besoins d'emploi dans la région (par industrie, par zone et par qualification).

- Ralentir provisoirement la décentralisation d'usines vers la province (deux cents par an depuis sept ans), en suspendant notamment les primes pour départ d'entreprise.

- Subordonner le « desserrement » des usines parisiennes vers la grande banlieue à la création préalable d'emplois de remplacement dans la zone de départ de l'entreprise.

- Subordonner pareillement l'application des plans de rénovation urbaine à la décision de créer des emplois artisanaux, industriels ou commerciaux de remplacement en nombre suffisant.

- Ranimer le sud-est de Paris par la création d'un grand ensemble administratif et d'habitation, dont les pouvoirs publics seraient l'animateur.

- Enfin, faire un très gros effort de formation professionnelle dans la région, pour les jeunes mais aussi pour les adultes qui ont besoin de se reclasser (travailleurs du « secondaire » ayant à trouver du travail dans le « tertiaire »).

ASSURER CETTE TRANSFORMATION DANS LES MEILLEURES CONDITIONS POSSIBLES

- Octroi d'indemnités de chômage complémentaires, assurant au travailleur sans emploi un revenu égal (ou presque) à celui de sa période d'activité.

- Assurer le même salaire qu'auparavant aux travailleurs suivant des stages de reclassement professionnel.

- Garantir aux travailleurs que dans leur nouvel emploi ils gagneront, à qualification égale, le même salaire qu'auparavant.

- Enfin, utiliser les sols libérés par les départs d'usines aux besoins prioritaires : H.L.M., écoles, hôpitaux.

Pédagogie

Former des enseignants

Pierre Aron

Le problème de la formation des maîtres est à l'ordre du jour. Réunions syndicales ou pédagogiques, rencontres ou colloques (ainsi tout prochainement le colloque du C.N.A.L.) développent les confrontations à ce sujet. Le P.S.U. entend participer activement à cette réflexion. En vue des futures Assises nationales du parti sur l'enseignement, Pierre Aron a rédigé un premier document dont on trouvera ci-dessous les passages les plus significatifs (*).

Il n'est pas besoin, sans doute, de s'étendre sur l'insuffisance de la formation des enseignants en France. Insuffisance quantitative d'abord : formation pédagogique inexistante ou quasi inexistante pour les agrégés, les personnels auxiliaires et les membres de l'enseignement supérieur, théorique et trop souvent formelle pour les instituteurs, réduite fréquemment à une simple transmission de « ficelles », à des leçons de conformisme pour les futurs certifiés, formation théorique notoirement insuffisante (de très loin la plus brève de tous les pays développés) pour les instituteurs.

Nous voudrions en revanche insister sur un point : malgré toute une série de réformes, dont la dernière a été la création des C.E.S., nous continuons, en France à vivre avec un régime scolaire où subsistent d'un côté une école primaire, école du « peuple » ou des « pauvres », comme on voudra, et de l'autre un enseignement secondaire, école de la bourgeoisie. Certes, la séparation absolue entre les deux écoles, qui existait jusque dans les années 30 dès le « premier degré » (1) a fait place à une coupure au niveau du premier cycle du « second degré », mais la différence de nature demeure. Il suffit de penser au saut (périlleux) que représente pour des enfants d'origine « modeste » le passage de l'école primaire à une 6^e d'enseignement « long ». Et cette différence subsiste, particulièrement nette et voyante, en ce qui concerne la formation des maîtres. Particulièrement injustifiée, et nocive aussi.

Si elle s'expliquait en effet dans le cadre d'une école coupée en deux selon l'origine sociale des élèves, elle devient indéfendable dès lors que la scolarité est prolongée jusqu'à seize ans, et que cet enseignement obligatoire de huit années doit — en bonne logique — former un tout cohérent (et l'on se refuse à créer des sections pour « riches » et d'autres pour « pauvres »). De plus, le clivage entre « instituteurs » et « professeurs » a d'autres conséquences, fort graves : la différence des méthodes certes, le hiatus au moment du passage d'un type d'école à l'autre, mais aussi l'impossibilité d'assurer l'orientation dans de bonnes conditions. Enfin, la différence des formations et en parti-

culier l'écart dans leur durée contribue à justifier la différence des conditions matérielles faites aux uns et aux autres (d'un « degré » à l'autre, mais même à l'intérieur des « degrés », du second en particulier). Or cette situation, si elle est d'une part injuste (sauf si l'on se fonde, comme on le fait actuellement en France, non sur le travail fait, mais sur les diplômes obtenus) a aussi pour conséquence « l'aspiration vers le haut » des meilleurs, une forte tendance, chez ceux qui le peuvent, d'échapper au degré auquel ils enseignent, un sentiment de frustration chez beaucoup de ceux-ci, pour une raison ou une autre, s'en voient empêchés.

Formation théorique

Cette unification de la formation devra se faire sur un double plan : la formation théorique sera reçue à l'université (dans ses départements techniques et les I.U.T. pour les maîtres de l'enseignement technique) (2) ; la formation pratique sera assurée par des institutions elles aussi communes, dont le nom importe peu (instituts universitaires de pédagogie, par exemple), elles-mêmes localisées dans les villes universitaires et travaillant en liaison étroite avec l'université et les organismes de recherche (3). Le but à atteindre pourra être, après une période transitoire, une durée de formation de quatre années pour tous les futurs enseignants, même si le contenu de cette formation doit être différencié selon l'âge des enfants auxquels enseigneront les futurs maîtres. S'il ne faut pas oublier les problèmes posés par certaines catégories particulières d'élèves, une période de formation théorique commune à tous doit être prévue, qui pourra être de deux ans dans le régime définitif. Les raisons en sont au moins au nombre de quatre : il se révèle de plus en plus qu'une véritable orientation des étudiants ne peut être faite à l'entrée dans l'enseignement supérieur, mais qu'il faut y procéder au cours de cet enseignement. Il est ensuite nécessaire que la période de formation ne soit plus considérée comme un but en soi, mais comme un point de départ : le rôle de la formation permanente, que nous souhaitons le plus important possible, et l'institution de

possibilités de promotion interne réclameront une formation de base qui ne s'identifiera pas à ce qu'il faut absolument savoir pour enseigner à un certain niveau. On ne parviendra, d'autre part, à un enseignement de qualité que si les maîtres n'enseignent pas à la stricte limite de leurs connaissances, que s'ils ont tous été initiés — au-delà d'une formation purement utilitaire — aux méthodes de la recherche scientifique. Une formation théorique solide du niveau DUES ou DUEL (évidemment transformé) est enfin nécessaire à la souplesse du système, aucune coupure rigide ne devant exister, comme actuellement, à l'âge de onze ans entre deux types d'enseignement et deux catégories de maîtres fondamentalement différentes.

Un problème particulier se pose pour le cycle de onze à quinze ans. Faut-il que les maîtres qui enseignent au niveau de l'actuel premier cycle du second degré (classes de 6^e à 3^e) soient ou non « polyvalents » ? — Notons d'abord que cette « polyvalence » a existé jusqu'à présent dans certaines matières (histoire et géographie, physique et chimie, français et latin et grec). Faut-il la généraliser et la rendre obligatoire ? La question se pose spécialement pour l'actuel « DUEL » : pour toute une série des raisons — dont la moindre n'est pas la nécessité d'un « tronc commun » pour tous les futurs enseignants — il faut revenir sur l'excessive spécialisation du DUEL actuel. Doit-on aller plus loin et former sur le même moule tous les enseignants du cycle de onze à quinze ans, comme le prévoit depuis cette année l'organisation des centres de formation des professeurs de C.E.G. ?

Nous ne le pensons pas : dans le cadre du travail d'équipe des enseignants une polyvalence systématique et rigide n'est pas absolument nécessaire. Cependant dans l'intérêt même de cette collaboration entre maîtres de différentes disciplines et d'une plus grande ouverture d'esprit, une « monovalence » absolue nous semble tout aussi néfaste. La solution de ce problème se trouve sans doute dans une organisation beaucoup plus souple des études et la possibilité d'options, la condition de ce nouveau système étant l'abandon des concours de recrutement actuels dont le programme imposé et les exigences traditionnelles retentissent sur tout le système d'enseignement, et font en particulier que le futur maître néglige dans sa formation tout ce qui ne « paie » pas le jour du concours. Enfin et surtout nous rencontrons ici — une fois de plus — la question de la formation permanente : même si un enseignant a fait des études spécialisées à un certain niveau (langues vivantes dans le deuxième cycle de l'enseignement supérieur, par exemple) il doit lui être possible, au cours de sa carrière, de compléter cette formation pour enseigner également le français ou l'histoire.

Un second problème se pose pour la formation théorique : celui du moment où divergent deux filières,

celle qui conduit à la recherche et celle qui conduit à l'enseignement.

Formation pédagogique

On retrouve le même problème de « bifurcation » à propos de la formation que, faute de mieux, nous appellerons « pédagogique ». Elle doit à notre sens répondre à plusieurs exigences : tout d'abord elle doit s'appliquer à la transmission des connaissances de la ou des matières enseignées, ce qui implique une formation psychologique et pédagogique générale (éventuellement diversifiée selon les âges des futurs élèves), la pédagogie spécifique de la ou des disciplines enseignées et une initiation aux techniques d'enseignement (enseignement programmé, utilisation des moyens audio-visuels, par exemple). Elle doit comprendre ensuite une formation plus générale conduisant à une connaissance précise de ceux auxquels le maître s'adressera (connaissance de la société scolaire) et le rendant capable de jouer son rôle d'animateur de groupe, soit à l'intérieur de la classe, soit en dehors (clubs, voyages, etc.). Le futur maître devra ensuite être formé aux techniques de l'évaluation et du jugement (docimologie) et, avant tout, aux tâches d'orientation. Il nous semble enfin que les membres de l'enseignement doivent être préparés à être non seulement les dispensateurs d'un savoir spécialisé mais capables d'affronter devant et avec leurs élèves les grands problèmes d'ordre économique, social et politique qui peuvent les préoccuper.

Cette formation peut-elle être dispensée pendant une cinquième année après quatre années de formation théorique, comme on l'a proposé récemment, au moins pour les enseignants de l'actuel second degré ? Nous ne le pensons pas et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, si une partie de cette formation (celle limitée à l'enseignement, au sens étroit du terme) peut à la rigueur être donnée à l'occasion d'une année de « stages » (d'une année et non de six mois à peine comme actuellement, le programme d'ensemble est beaucoup trop vaste pour être entièrement traité avant l'entrée en fonctions et *a fortiori* pendant une seule année. Il faut ensuite, comme nous l'avons déjà dit, que les maîtres aient une expérience directe dans les différentes étapes de la scolarité. Une dernière raison, plus essentielle peut-être, est qu'on ne peut, dans une large mesure, séparer la théorie de la pratique : tout enseignement purement théorique de la psychopédagogie, par exemple, aboutissant à un examen particulier, risquerait de ramener à un conformisme étroit, à un savoir purement abstrait qu'on s'empresserait d'oublier, et même à un dégoût de connaissances qui n'apparaîtraient pas comme immédiatement utiles. L'expérience des écoles normales le prouve : l'enseignement de la pédagogie n'est bien reçu que si les intéressés en ont d'abord, par la pratique, ressenti la nécessité.



Collombert

Nous pensons donc que la formation pédagogique et pratique doit être commencée très tôt (le premier contact avec l'enseignement peut avoir lieu dès la seconde année des études supérieures) et menée parallèlement à la formation théorique de « spécialité(s) » — nous sommes d'accord sur ce point avec le plan Langevin-Wallon —, nous pensons même que cet enseignement théorique ne peut ni ne doit rester complètement indépendant, comme c'est le cas jusqu'ici, du problème de la transmission d'une partie au moins des connaissances acquises.

Il nous semble évident, d'autre part, que dès la troisième année d'enseignement supérieur, la formation pédagogique devra occuper une place plus grande pour les futurs maîtres du premier cycle (6 à 11 ans) et pour ceux de l'enseignement préscolaire que pour ceux de l'actuel second degré. Cette formation « pédagogique » doit d'ailleurs être comprise au sens large (formation aux enseignements artistiques, à la direction de jeux, de travaux manuels), elle devra se faire en étroite liaison avec la pratique et surtout pas sous la forme de deux ans de gavage de pédagogie théorique ou de figlage de leçons « types ».

La nécessité d'une formation pédagogique — au sens large — parallèle à la formation théorique, nous ramène au problème posé plus haut : à moins d'imposer cette formation à tous les étudiants, futurs enseignants ou non, ne provoquera-t-on pas un clivage entre une filière noble — celle de la recherche — et une autre, roturière — l'enseignement ? — Aux réponses déjà données, nous en ajouterons d'autres : une partie de la formation pratique (psycho-pédagogie générale, animation de groupes, par exemple) ne se-

ra pas forcément inutile à de futurs chercheurs qui, pour la plupart, seront d'ailleurs aussi des enseignants, bien qu'à un autre niveau : ainsi notre parti propose la création d'instituts spéciaux de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur. On peut ensuite concevoir, pour alléger l'ensemble, une spécialisation de la formation à certaines tâches : un tel sera plus particulièrement préparé aux problèmes du tourisme, tel autre à la filmologie, tel autre encore aux problèmes économiques. Il ne faut pas, enfin, concevoir cette formation pratique de façon trop rigide. Il est sur certains points, des méthodes plus efficaces et moins lourdes que les écoles d'« application ». On peut, parmi d'autres possibilités, prévoir l'organisation de conférences avec débats, et en échange de l'allocation d'études généralisées, l'obligation pour les étudiants de consacrer une partie de leur temps (quelques heures par semaine) et surtout de leurs vacances, à des activités où ils se trouveront, dans l'école ou hors de l'école, en contact avec des enfants ou des adolescents. Il resterait même à parler de l'utilisation intelligente du service militaire... De toute façon on ne voit pas pourquoi des policiers et des C.R.S. devraient être les seuls à encadrer les jeunes sur les plages et en d'autres lieux de vacances.

Formation permanente

Aussi sérieuse soit-elle, la formation des maîtres ne peut s'arrêter à leur entrée en fonctions, et cela encore moins dans le système que nous envisageons que dans le système actuel.

Tout d'abord pour des raisons qu'on pourrait appeler purement quantitatives : la masse de connaissances, tant théoriques au sens étroit

des « matières » à enseigner, que pédagogiques et générales (formation civique, organisation et animation des loisirs des jeunes) est telle qu'on ne peut prétendre l'enseigner pendant une seule période d'études sous peine de la prolonger exagérément. Il est ensuite absurde de couper brutalement la vie de l'enseignement en une période de formation et une période d'exercice de la profession : on n'apprend en effet un métier qu'en le faisant et peut-être celui d'enseignant plus que tout autre.

Il y a d'autres raisons : la rapidité avec laquelle se transforment aujourd'hui certaines sciences (qu'on songe aux mathématiques « modernes »), les changements dans la manière d'envisager certains enseignements (celui du français, par exemple), la nouveauté de certains équipements techniques qui modifient (ou devraient modifier) très profondément l'enseignement de matières comme les langues vivantes, les bouleversements dans la société (urbanisation) ou dans la manière de vivre (télévision) qui doivent entraîner des changements dans la façon d'enseigner, enfin les progrès réalisés dans la connaissance de l'enfant et en matière de pédagogie. Cette rapidité de l'évolution, qui n'est pas moindre que dans d'autres domaines, se heurte cependant à une inertie relativement grande et d'ailleurs fort compréhensible du personnel : parce que la relation entre maître et élève est par nature inégale, parce que le maître est un guide, parce que sa fonction est d'autorité, que son activité ne connaît pas de sanction immédiate, parce qu'il n'a connu comme élève, comme étudiant, comme enseignant d'autre réalité que l'école, il est particulièrement menacé par la routine et la sclérose.

Une dernière raison de l'importance de la formation permanente réside précisément dans notre projet de formation partiellement commune des maîtres et dans l'établissement d'un cadre unique pour tous ceux qui enseignent durant la scolarité obligatoire. Il est nécessaire que dans ce cadre la possibilité soit donnée de passer d'une activité à une autre, et non seulement, comme le désir en existe fréquemment aujourd'hui, d'enseigner des élèves plus âgés, mais, par exemple, d'acquérir une certaine polyvalence, de s'intéresser à des secteurs différents (formation des adultes, activités périscolaires, etc.). Enfin, des possibilités de promotion interne doivent exister (participation à la recherche pédagogique, accès à l'enseignement supérieur).

Tout cela fait qu'un véritable renversement des perspectives est nécessaire. Si la formation permanente a été jusqu'ici souvent conçue comme un recyclage, un complément à la formation de base reçue avant l'entrée en fonctions, celle-ci doit, à notre avis, être organisée de manière à préparer à la formation permanente. Loin de transmettre un bagage qui suffirait pour tout le reste

de la carrière, elle doit avoir pour fonction essentielle d'éveiller le désir d'en apprendre plus, de se renouveler en permanence.

Il reste à créer les conditions nécessaires pour que cette formation soit possible. Certes, il faut prévoir des périodes de recyclage, des stages rémunérés dans l'enseignement supérieur (et non point contrairement, comme c'est le cas aujourd'hui, les maîtres qui veulent se perfectionner à faire des sacrifices financiers), stages qui peuvent être de durée variable (de l'année « sabbatique » au colloque de quelques jours, en passant par la « période » de quelques semaines), mais il faut aussi songer aux possibilités qu'offre la télévision, les conférences avec débat, les stages prolongés dans les établissements expérimentaux.

Mais il s'agirait aussi de transformer l'esprit même de l'enseignement, et partant l'organisation administrative de l'Éducation nationale. D'abord au niveau des établissements : en accordant à ceux-ci une large autonomie en matière de pédagogie et même de programmes, en encourageant par tous les moyens (réduction de la taille des unités pédagogiques, formation d'animateurs) la constitution d'équipes d'enseignants dont certains membres seraient périodiquement envoyés en stage, en assurant enfin la liaison de ces équipes avec l'enseignement supérieur et la recherche pédagogique. Il serait sans doute éminemment souhaitable que soient institués ou généralisés des services comportant à la fois une part d'enseignement dans le premier ou le second degré, et une participation à la recherche ou à l'enseignement supérieur.

Enfin il ne faut pas oublier le rôle que peut jouer une documentation claire, pratique et immédiatement utilisable, la large diffusion d'une information sur les expériences en cours, la fabrication par des équipes de recherche d'un matériel d'enseignement scientifiquement établi.

Tout cela — encore une fois — devra conduire à un changement d'esprit et de méthodes, de sorte que l'innovation pédagogique ne soit plus comme aujourd'hui une aventure, un risque et une hérésie, mais une partie essentielle de l'exercice de la profession. □

(*) On peut demander le texte complet (qui comprend également deux chapitres sur les problèmes de recrutement et de hiérarchie) à la commission nationale Enseignement, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

(1) Les lycéens avaient alors fréquemment des classes allant de la 12^e à la 7^e.

(2) Il faut également prévoir la possibilité de recruter des enseignants du technique dans l'industrie et de leur fournir une formation pédagogique, selon le modèle de ce qui se fait actuellement à l'E.N.S.E.T.

(3) Une dispersion exagérée, dictée peut-être chez certains par le souci de maintenir en vie le plus grand nombre possible d'écoles normales primaires, doit être repoussé sous peine, précisément, d'isoler les futurs enseignants d'une formation universitaire digne de ce nom.

Calendrier

Judi 23 novembre - CHALONS-SUR-MARNE (20 h 30, café du Centre). — Réunion de la commission exécutive de la Marne sur la campagne d'implantation autour d'Alain Badiou, secrétaire fédéral, et de Marc Heurgon.

Samedi 25 novembre - BIARRITZ. — Conférence de Michel Rocard devant le congrès régional du Sud-Ouest de la Jeune Chambre économique de Bayonne-Pays basque : « Les concentrations et l'économie régionale ».

Vendredi 24 novembre - LIMOGES. — Jacques Malterre inaugure une série de réunions de travail sur l'emploi.

Dimanche 25 novembre - CAEN. — Réunion de travail de la fédération du Calvados en présence de Marc Heurgon et de Michel Fontès.

Lundi 27 novembre - PARIS-15^e (20 h 45, cinéma Saint-Lambert, 6, rue Pécelet). — A l'initiative de la 15^e section du P.S.U. : « Où en sont les luttes révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud ? » avec Jacques Decornoy, Albert-Paul Lentini et Marcel Niedergang.

Mercredi 29 novembre - EPINAY-SUR-SEINE. — Meeting de la section P.S.U. avec la participation de Michel Rocard, secrétaire national.

Samedi 2 décembre - NAMUR. — Jacques Malterre et Pierre Belleville représentent le P.S.U. à la rencontre franco-wallonne sur les problèmes du développement régional.

Samedi 2 et dimanche 3 décembre - GRENOBLE. — Congrès de la fédération de l'Isère en présence de Michel Rocard.

Dimanche 3 décembre - LYON (9 h à 18 h, mairie de Tassin). — Stage de la fédération du Rhône sur les problèmes internationaux, avec la participation de Marc Heurgon.

Avec le Vietnam

● **DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE.** — Un stage des sections d'Aix-en-Provence sur la lutte anti-impérialiste (11 et 12 novembre).

Dans un cadre agréable (village vacances familles du Pradet), les sections P.S.U. et E.S.U. d'Aix ont organisé un stage sur les problèmes internationaux auquel ont participé vingt-cinq personnes et des camarades du Var qui étaient aimablement venus nous rendre visite. Après un rapport sur la stratégie globale de l'impérialisme, les participants ont analysé les points chauds actuels, c'est-à-dire le Vietnam et l'Amérique latine. La journée du lendemain a été entièrement consacrée à l'Europe. Les exposés et la discussion ont mis en lumière l'idée que s'il importe aujourd'hui de soutenir inconditionnellement les Vietnamiens en lutte et d'appuyer les Latino-Américains, il est nécessaire — puisque la stratégie de l'impérialisme est globale et cohérente — d'agir et de lutter ici, en Europe. Et la tâche des socialistes français sera d'abord de se battre contre le renouvellement du pacte atlantique. Re-situer ce mot d'ordre du parti a été le principal travail de ce stage. Il est certain qu'un tel week-end offre la possibilité, d'une part, d'assurer une formation approfondie des militants et, d'autre part, de faire connaître aux sympathisants invités la cohérence et la rigueur des positions du P.S.U.

● **Réplique à un attentat fasciste contre le siège du P.C.F. à Aix-en-Provence.**

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, une charge de plastic explosait devant la permanence du P.C. à Aix, alors que celui-ci venait d'affirmer avec vigueur son soutien

au peuple vietnamien. Aussitôt, une manifestation de protestation était organisée place de la Mairie et le P.S.U. affirmait sa solidarité aux camarades communistes en distribuant un tract et en appelant tous les socialistes à prendre part à la réplique populaire. Deux orateurs prirent la parole à la manifestation, un du P.C.F. et un du P.S.U.

Pourquoi faut-il que dans le communiqué du P.S.U. reproduit par la *Marseillaise* (organe du P.C. dans les Bouches-du-Rhône), la seule phrase non reproduite soit celle affirmant que la victoire du peuple vietnamien « sera une contribution importante à la victoire du socialisme dans le monde » ?

Le *Provençal*, journal de Gaston Defferre, garda un prudent silence et ne mentionna l'attentat fasciste que dans la rubrique des faits divers.

● **MANIFESTATIONS POUR LE VIETNAM ET BRUTALITÉS POLICIERES A LYON** (16 novembre).

A la suite de l'échec à Lyon des manifestations du 21 octobre (contrairement à ce qui s'était passé à Paris, le Mouvement de la Paix avait voulu conserver le monopole de leur organisation), sur proposition de la C.G.T., une grande manifestation unitaire pour le Vietnam avait été décidée dans le centre de la ville. Cent mille tracts avaient été distribués, signés par dix-sept organisations, parmi lesquelles les deux partis de gauche, P.S.U. et P.C.F.

C'est alors que survint la nouvelle de l'interdiction de la manifestation par la préfecture qui acceptait par contre la tenue d'un défilé sur la rive gauche du Rhône. A la suite d'une discussion très vive entre

les organisations, le P.C.F., la C.G.T., la F.E.N. et le Mouvement de la Paix, refusant toutes les concessions faites notamment par la C.F.D.T. et le P.S.U., décidaient unilatéralement de manifester sur l'itinéraire proposé par la préfecture, en dehors du centre. Il faut dire qu'avant même cette discussion le P.C.F. avait déjà distribué des tracts donnant l'ordre de repli sur la rive gauche. Dans ces conditions, le P.S.U., la C.F.D.T., l'A.G.E.L., le M.C.A.A., les Amis de T.C. maintenaient la place Bellecour comme lieu de rassemblement

Le paisible défilé organisé par la C.G.T., le P.C.F., etc., ouvert et protégé par la police, réunissait un millier de personnes et se déroulait dans le calme. Il ne devait pas en être de même dans le centre.

Un important service d'ordre avait pour mission d'empêcher tout regroupement dans le centre, bouclé de toutes parts. Malgré ce dispositif policier énorme, des centaines de jeunes répondaient à l'appel de la C.F.D.T., de l'A.G.E.L., du P.S.U., etc. Environ cinq cents personnes parvenaient à se regrouper rue de la République et, conduites par les responsables des organisations, envahirent la chaussée et marchèrent en direction de la place Bellecour. La police s'efforça alors de disperser les manifestants avec brutalité. La manifestation se déroula néanmoins de la place Bellecour à la place de la République : tout au long de ce parcours, la police frappa avec violence sur les manifestants et les passants. Plusieurs personnes furent blessées, parmi lesquelles Armand Perret-Liaudet, secrétaire fédéral du P.S.U. Encerclés place de la République, de nombreux responsables (le secrétaire de la C.F.D.T., le secrétaire du P.S.U., les responsables du M.C.A.A., les Non-violents, des Amis de T.C.) et une centaine de camarades furent

brutalement jetés dans les fourgons; ils devaient être relâchés au cours de la nuit.

Cependant, environ trois cents manifestants parvenaient encore à franchir les ponts et se rendre devant le consulat américain où André Barthélemy, du bureau national du P.S.U., prenait la parole au micro, pour accueillir la manifestation de la rive gauche, dénoncer les brutalités policières et se féliciter de ce que la preuve avait été faite que des Lyonnais décidés pouvaient appeler à la paix au Vietnam dans le centre de la ville, même contre l'avis du préfet.

Nous espérons que les autres organisations sauront tirer la leçon des événements. Tous les observateurs s'accordent à estimer que si le P.C.F., la C.G.T., etc. avaient également maintenu le lieu de rassemblement initialement prévu, c'est une manifestation d'une très grande ampleur qui aurait eu lieu.

● **POITIERS.** — Meeting anti-impérialiste des E.S.U.

Une réunion organisée le 18 novembre dernier par la section E.S.U. de Poitiers a réuni soixante-dix participants. Manuel Bridier, venant de Châtelleraut où il avait participé à une réunion sur les problèmes économiques régionaux, a développé les positions du parti sur les problèmes internationaux. Une large discussion a suivi, portant principalement sur la solidarité avec les peuples du tiers monde, sur la lutte contre l'impérialisme américain et sur le retrait de la France du pacte atlantique. A l'issue de la réunion, une collecte a été organisée en faveur des militants guadeloupéens emprisonnés par le colonialisme français. Plusieurs dizaines de participants ont manifesté par écrit le désir d'être invités aux prochaines réunions du P.S.U. et d'être tenus au courant de ses activités. □

En bref

● **UNE NOUVELLE REUNION A SAINT-BRIEUC DES DELEGUES DES ORGANISATIONS DE GAUCHE EN BRETAGNE** (18 novembre).

Les représentants des organisations politiques et syndicales qui s'étaient déjà réunis le 9 septembre à Lorient se sont retrouvés à Saint-Brieuc. Ils ont constaté que « ni la CODER, ni le CELIB nouvelle formule ne sont capables de contester la politique gouvernementale et d'en dénoncer les effets sur la région. Ils ont décidé la création d'un service commun de recherche et d'information qui réunira tous les éléments se rapportant à la situation économique et sociale de la Bretagne, aux carences des investissements, etc., et qui diffusera ces informations auprès des organisations adhérentes ». Celles-ci ont décidé de tenir à Rennes, dans le courant de décembre, une première réunion d'information sur le budget régionalisé et ses conséquences sur l'avenir de la Bretagne.

Organisations représentées : P.C.F., F.G.D.S., P.S.U., Union démocratique bretonne, C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. et S.N.I., mouvement culturel Ar Falz, club Bretagne et démocratie, Club breton, Jeunesse étudiante bretonne (à titre d'observateur).

● **Une séance de travail sur la Sécurité sociale dans les Hauts-de-Seine.**

Le dimanche 19 novembre, à la Bourse du travail de Levallois-Perret, une cinquantaine de militants ont participé à la journée de lancement de la campagne qu'a décidé de mener la fédération des Hauts-de-Seine sur le thème « La santé et la Sécurité sociale ».

Après un exposé passionnant de J. Malterre sur le thème choisi, le bureau fédéral a développé les méthodes que doit revêtir cette campagne d'un type nouveau. Il s'agit en effet de lier la formation, l'information, l'action et l'implantation sur un thème précis de campagne, identique pour toutes les sections, pour une période limitée, en recherchant de nouvelles méthodes de travail et d'action pour le parti.

Les questions et les débats très animés ont montré le très vif intérêt des camarades pour ce style de travail.

Formation

La fédération de Paris organise, à l'intention des camarades de la région parisienne, des soirées de formation sur les forces politiques en France au XX^e siècle.

La prochaine soirée aura lieu le mardi 28 novembre 1967, à 20 h 30, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).

Pour tous renseignements, envoyer très rapidement le bulletin ci-dessous et une enveloppe timbrée à la commission fédérale de formation, fédération de Paris, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) ou téléphoner à SUF. 06-71.

Nom : Prénom :

Adresse :

désire être informé des activités de la commission fédérale de formation.

A L'OCCASION DE LA SEMAINE ANTI-IMPÉRIALISTE

La section du 6^e arrondissement du P.S.U. vous invite

le mercredi 6 décembre, à 20 h 45

salle de l'Encouragement, 44, rue de Rennes

A UNE REUNION D'INFORMATION

sous la présidence de Jacques LAUTMAN

**LA CONFERENCE
DE BOLOGNE**

avec Marc HEURGON
du bureau national du P.S.U.
délégué du P.S.U. à Bologne

**LA C.I.A.
ET LE COUP D'ETAT
EN GRECE**

avec Serge MALLET
membre du bureau
du Comité d'aide à la Grèce libre



GRENOBLE : Sa nouvelle mairie.

Archives

Bonnes feuilles

A propos de "50 millions de Grenoblois"

Pierre Mendès France

Nous reproduisons ici le texte intégral de la préface que Pierre Mendès France a consacrée au livre de Claude Clayman Cinquante millions de Grenoblois. L'ouvrage, qui vient de sortir des presses, sera en vente dans les librairies début décembre. (Editeur, Robert Laffont.)

Mon cher ami,

Je viens de lire, trop rapidement à mon gré, le manuscrit que vous m'avez communiqué et je veux vous dire sans retard l'intérêt que j'y ai pris. Même lorsque vos jugements et vos conclusions sont plus ou moins différents des miens, j'ai beaucoup apprécié, avec une richesse d'information et de réflexion que j'avais déjà relevée dans vos articles antérieurs, des développements qui éclairent bien l'évolution économique, sociale, culturelle et politique de Grenoble et de sa région. Sans doute cette évolution avait-elle souvent attiré l'attention depuis plus d'une génération. Mais vos lecteurs vous seront reconnaissants de les aider à mieux comprendre comment une zone, handicapée cependant par de sérieuses difficultés de liaison (ne parle-t-on pas fréquemment de l'enclavement de l'agglomération grenobloise ?) a fait face et continue à faire face à une expansion singulière.

Cette dernière tient à la présence concomitante de facteurs de déve-

loppement rares et précieux que vous avez rappelés avec autant de lucidité que de sympathie. Vous avez montré aussi comment ils ont créé un milieu humain original, ouvert et actif, et les conséquences politiques qui en ont résulté, lors des consultations électorales des dix dernières années. On a vu, notamment à partir des dernières élections municipales, s'opérer l'heureuse conjonction d'une grande gauche tantôt traditionnelle, tantôt nouvelle, confrontée aux besoins d'une agglomération en voie d'évolution rapide — et de ces hommes, de ces groupes moins politisés qui s'interrogent sur l'avenir de leur cité, de leur région, de leur pays, et veulent contribuer activement à leurs efforts de modernisation.

Ce n'est pas par hasard que la région Rhône-Alpes, dans son ensemble, et le département de l'Isère et Grenoble en tout premier lieu, ont vu se produire de pareils rapprochements. Les mutations et les progrès ont toujours été rendus possibles en France par l'association des forces de la gauche et du mouvement,

conscientes des réformes de structures nécessaires, des groupes et des milieux les plus éclairés, les mieux informés, et de la jeunesse impatiente de préparer efficacement son avenir. Une parçille coalition, tournée vers le futur, qu'elle soit spontanée ou organisée, a toujours été, lorsqu'elle s'est produite, annonciatrice de transformations constructives. Grenoble, pour les raisons humaines, sociologiques et économiques que vous décrivez longuement, avait vocation pour donner ici, une fois de plus, l'exemple.

Bien sûr, il ne suffit pas que des hommes de bonne volonté et de volonté se rencontrent. En pareil cas, se posent inévitablement aussi des problèmes d'organisation et, à ce point de vue, la France est en retard. Nos régions, nos agglomérations urbaines ne possèdent pas encore les institutions capables d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations et de mettre en œuvre les opérations et les travaux les plus indispensables et les plus urgents. Il nous appartient de définir ces institutions qui devront être, d'une part, basées sur le principe démocratique, sur la représentation authentique des habitants, des citoyens, des usagers, et, d'autre part, capables de leur assurer ces réalisations concrètes, ces équipements et ces services efficaces qui répondent aux besoins de population et d'industries confrontées à des problèmes sociaux et techniques nouveaux.

L'absence actuelle de ces structures se traduit par de nombreuses conséquences, difficiles à analyser et à apprécier parce qu'elles sont parfois presque contradictoires. C'est ainsi qu'on assiste, par exemple, à une tentative tenace de la V^e République pour installer dans nos régions des organes d'encadrement et de contrôle dépourvus d'inspiration démocratique, de véritable participation de la base, de représentativité et d'indépendance. A l'opposé, le boom de l'urbanisation a conféré aux municipalités des grandes villes une importance grandissante parce qu'elles gèrent des services publics importants pour le compte des hommes et des femmes dont elles émanent. Certes, elles sont contraintes de travailler dans des conditions et des limites qui ne correspondent pas aux réalités d'aujourd'hui; mais les élus de l'agglomération grenobloise ont voulu tourner les obstacles en créant l'Agence d'urbanisme et le Syndicat intercommunal, instruments imparfaits et parfois lourds à manier, qui traduisent néanmoins la volonté de résoudre les problèmes posés à travers des procédures et des moyens fondés sur la participation de la population et de ses représentants.

Dès maintenant, en tout cas, on doit rendre hommage à l'immense travail accompli par l'équipe qui administre la ville; composée d'éléments d'origines diverses, qui ont bien coopéré dans une conjoncture particulièrement importante et difficile, elle est en droit de faire état d'un bilan considérable qui comporte

non seulement les travaux réalisés, mais ceux aussi qui sont d'ores et déjà garantis. Il en résulte d'ailleurs pour tous ses membres un devoir de cohésion pour prolonger et compléter ensemble ce qu'ils ont commencé ensemble. Ils ne sauraient laisser renaître des divisions qui, dans le passé, ont si souvent affaibli et paralysé la gauche et qui, si elles se reparaissent, ruineraient une entreprise brillamment entamée; car cette dernière ne manque pas de poser pour demain des problèmes délicats, par exemple dans l'ordre financier.

Les hommes qui exercent aujourd'hui les responsabilités municipales à Grenoble comme dans les communes voisines seront jugés aussi sur leur aptitude à faire face, dans la période post-olympique, à des questions difficiles et souvent urgentes, et avant tout à celle, très préoccupante, de l'emploi (1). Ils auront à rechercher et à définir ce que sera la prochaine décennie et à préparer pour Grenoble, après les étapes passées de son histoire économique, une étape nouvelle en fonction des conditions qui prévalent dans la France et dans l'Europe de la dernière partie du XX^e siècle.

Dans cette tâche complexe, ils seront aidés par le « mythe de Grenoble », dont on a parlé à tort et à travers, mais qui exprime, au fond, une foi agissante en l'expansion et doit donc en faciliter la réalisation.

Certes, le Dauphiné ressent, à l'heure actuelle, les effets d'une langueur qui s'étend à l'ensemble de l'économie nationale. Les progrès très rapides d'un passé récent, comme la terminaison des grands chantiers olympiques, rendent la région plus sensible que d'autres aux récessions et aux crises — mais plus apte aussi à exploiter au maximum les chances qu'offrent les périodes d'expansion. C'est pourquoi les responsables locaux (élus, cadres syndicalistes, chefs d'industrie, économistes, fonctionnaires) attachent tant d'importance à la politique économique et à la politique générale des pouvoirs publics; c'est pourquoi, nulle part autant qu'ici, ne s'exprime la volonté de tous de participer effectivement aux affaires communes.

Et c'est pourquoi aussi, ceux mêmes qui feront des réserves sur tel ou tel de vos développements vous seront reconnaissants d'avoir mis en lumière tous ces ressorts de la vie locale qui se raccordent si bien aux préoccupations et aux aspirations de notre pays tout entier. □

(1) Cette question résulte de la concomitance de trois facteurs importants :

- la liquidation des chantiers olympiques, ce qui, en libérant plus de 10.000 travailleurs, créera une sorte de traumatisme que le gouvernement a tort de vouloir ignorer;
- la stagnation ou le piétinement d'un certain nombre d'activités traditionnelles (textile, cuir, hydraulique, etc.);
- l'arrivée sur le marché du travail des jeunes classes de l'après-guerre proportionnellement plus nombreuses à Grenoble qu'ailleurs.

Le problème de l'emploi est le plus grave de ceux qui se posent à Grenoble dans la période qui vient.

Animation culturelle

Bonne chance, Jean Vilar !

Bernard Sizaïre

"Une entreprise d'art dépend souvent d'une folie", écrivait Jean Vilar qui va peut-être en commettre une nouvelle en acceptant la direction des théâtres lyriques nationaux, car les problèmes auxquels il souhaiterait s'attaquer avec Boulez et Bêjart sont infiniment plus complexes et délicats que ceux qu'il eut à résoudre avec le T.N.P. Comme nous ignorons encore aujourd'hui s'il acceptera les propositions du ministère des Affaires culturelles, il nous est loisible d'indiquer quelques-unes des conditions qui permettraient de faire de l'Opéra un foyer culturel actif et accessible à partir duquel une véritable expérience de théâtre lyrique populaire pourrait être tentée.

Pour une renaissance lyrique

Il est d'abord évident que le répertoire traditionnel est loin d'être présenté dans des conditions satisfaisantes. Certaines mises en scène parisiennes datent de la fin du XIX^e siècle; quant à la plupart des autres, elles témoignent de conceptions artistiques approximatives ou périmées. Une actualisation du répertoire classique est indispensable et il convient d'en former les artisans, à la fois musiciens et hommes de théâtre.

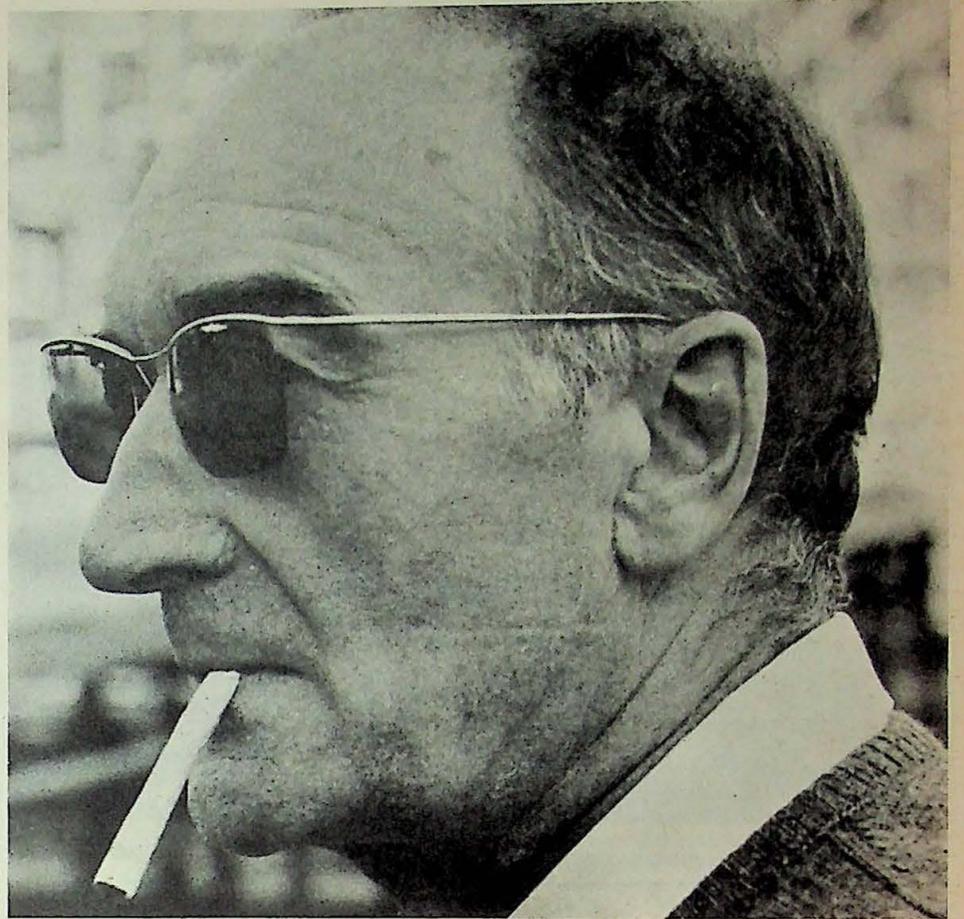
L'Opéra, possédant la troupe permanente la plus importante du monde, est obligé, pour afficher successivement tous les chanteurs, d'établir une rotation des rôles préjudiciable à la qualité de l'interprétation. Comme souvent on y avance à l'ancienneté, la scène est encombrée de chanteurs et de choristes vénérables qui ne répondent, ni physique-

ment ni artistiquement, aux exigences actuelles. Il serait opportun, tout en sauvegardant les droits élémentaires des intéressés, de prévoir une adaptation des contrats et des conventions collectives à la mission culturelle de ce théâtre: moins de personnel, plus de travail, de meilleurs salaires! Ainsi pourrait être constituée une troupe plus réduite, mais de qualité, dont les membres auraient l'occasion d'aborder plus souvent les grands rôles du répertoire et de s'y mesurer avec les spécialistes internationaux.

Pas de renaissance possible du théâtre lyrique s'il se contente d'être un conservatoire plus ou moins modernisé. Il doit vivre son époque et devenir un lieu de recherches et d'expériences qui suscitera l'indispensable vocation des écrivains et des musiciens modernes et qui attirera un public neuf et jeune. Il convient, dans cette optique, de monter soigneusement les œuvres modernes indiscutables écrites depuis Berg. Il importe aussi de créer ce lieu privilégié, carrefour des plus audacieuses découvertes littéraires, scéniques et sonores. Le palais Garnier est certes anachronique, mais comme nous n'aurons rien de mieux tant qu'une impulsion nouvelle n'aura pas fait sentir la nécessité de salles modernes, c'est de lui qu'il faut partir.

Avant d'entreprendre ces difficiles et coûteuses réformes, il est peut-être encore temps de se demander si le théâtre lyrique demeure un art actuel. Il fut la forme première et fondamentale de toute action dramatique et correspond sûrement à l'obscur aspiration du théâtre d'aujourd'hui. Il suffit d'évoquer le rôle que Brecht, Claudel ou Vichnevski attribuaient à la musique et de citer aujourd'hui la vogue des comédies musicales cinématographiques et les références explicites de Peter Weiss ou de Gabriel Cousin à l'Opéra et à l'oratorio. Car on ne peut parler de théâtre populaire sans envisager un théâtre de grande communication qui amplifie les conflits et les espérances de notre époque et qui s'adresse aussi bien aux sens qu'à l'âme et à la raison par l'intermédiaire du chant, du rythme et du verbe. Pas de vrai théâtre sans musique, sans une musique adaptée à notre sensibilité, refusant l'anecdote et la décoration!

Avec Vilar, Boulez et Bêjart, le lyrique peut devenir la forme la plus accomplie du théâtre. C'est à une aventure exaltante et dangereuse qu'ils vont peut-être nous convier. Souhaitons qu'ils veuillent et puissent la tenter! □



Une aventure exaltante et dangereuse.

A lire

TIERS MONDE

● Laurent FARRUGIA : *Autonomie pour la Guadeloupe* - L. Farrugia, éditeur - 174 p., 17 F.

Ce livre, que la police française a bloqué en Guadeloupe, présente une très intéressante documentation et des conclusions qui seront discutées. Pierre Régner en donnera un compte rendu plus détaillé.

● Anthologie de la littérature arabe contemporaine : la poésie - Préface de Georges HENEIN - Editions du Seuil - 256 p.

Troisième volet d'une trilogie dont nous avions déjà apprécié les tomes consacrés à la nouvelle, au roman et aux essais. Le public français ignore tout de la culture arabe, c'est dire la bienvenue de ces bilans.

● Julien BESANÇON : *Bazak, la guerre d'Israël* - Le Seuil - 253 p.

Le mot « bazak » signifie « éclair ». Le célèbre reporter d'Europe n° 1 revient sur la guerre des six jours à la suite d'une enquête minutieuse. Le talent est très grand, mais à quand le point de vue arabe ?

● Les Cahiers de l'Histoire, n° 70, octobre-novembre 1967 : « Israël et pays arabes dans le Moyen-Orient depuis 1948 », par Jeanne GAILLARD et Robert LOHRER - 128 p., 3 F.

Un très utile numéro spécial qui comblera un grand nombre de lacunes et qui apparaît comme l'une des plus sérieuses contributions à une Histoire que l'on n'a pas fini de scruter.

● Jean RIGOTARD : *L'incertaine bataille du développement* - Privat - 319 p., 18,30 F.

Une étude sur un sujet clef par un bon spécialiste qui tente une analyse globale en fournissant d'opportunes mentions statistiques. A lire pour combattre les nouvelles tentations du cartésianisme.

● André TIANO : *Le Maghreb entre les mythes* - P.U.F. - 623 p., 48 F.

Avec le livre de Samir Amin sur l'économie du Maghreb, le volumineux ouvrage d'A. Tiano constitue la plus éloquente synthèse des problèmes vitaux du Maghreb. Une documentation considérable et une sûreté de jugement sans pareille.

● Elena DE LA SOUCHERE : *Le racisme en mille images* - Pont-Royal-Robert Laffont - 320 p., 32,50 F.

Un ensemble de documents saisissants sur l'une des plus honteuses pages de l'histoire humaine. De l'Antiquité à nos jours, la longue marche du racisme. Un livre que tout homme devrait avoir vu.

● *Trois continents*, n° 3 - 82 p., 5 F.

On relèvera dans cette livraison un excellent dossier sur les matières premières et un document inédit sur la démission de l'état-major de l'A.L.N. en 1961.

♦♦

ETATS-UNIS

● *Quatre-vingt-neuf poètes américains contre la guerre au Vietnam*, poèmes réunis par Walter LOWENFELS - 186 p., 9,25 F.

Diversité d'inspiration et d'émotion, au service d'une même dénonciation. Un visage des U.S.A. trop méconnu et qui nous rend ce pays plus fraternel. Nous en reparlerons.

● Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER :

Le défi américain - Denoël - 342 p.

Un livre qui a fait du bruit : sa partie documentaire est riche et passionnante ; celle où l'auteur esquisse des solutions politiques nous trouvera souvent en désaccord.

♦♦

U.R.S.S.

● Serge ROMENSKI : *L'U.R.S.S. à cinquante ans, les révisionnistes conservateurs* - 232 p.

L'auteur, ancien envoyé de l'A.F.P. à Moscou, décrit l'U.R.S.S. depuis la chute de K. Il fonde son analyse sur l'idée d'un équilibre entre les tenants du conservatisme et des réformes, équilibre dont il est dit qu'il ne saurait durer sous la pression des problèmes de la société soviétique.

● J.-P. NETTL : *Bilan de l'U.R.S.S., 1917-1967* - Seuil, coll. P. - 323 p.

Biographe britannique de Rosa Luxembourg, J.-P. Nettel tente à la fois un bilan des cinquante ans écoulés et une interprétation de ce bilan. Dans la multitude d'ouvrages qui sont publiés sur ce thème, le Nettel est l'un des plus lucides.

● Isaac DEUTSCHER : *La révolution inachevée* - Robert Laffont - 230 p., 13 F.

Le grand historien qui vient de mourir nous livre ici comme un testament. Ce petit livre résume des dizaines d'années d'études et de réflexion. S'il ne fallait lire qu'une étude, c'est celle-ci que nous conseillerions sur la révolution russe. Claude Clayman l'analysera prochainement.

responsable politique êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. 482.47.85.



Les Delon : une élégance glacée.

Cinéma

Les silences d'un Samouraï

Jean Helms

Melville, qui aime bien la difficulté, s'était imposé deux problèmes à surmonter dans *le Samouraï* : la couleur et... Alain Delon. Apparemment, on vient plus facilement à bout des complaisances d'un comédien que des exigences de la polychromie. La couleur est moyenne mais Delon, saisissant dans le rôle de ce tueur à gages aux yeux morts, à l'élégance glacée, à l'intelligence constamment en éveil se jouant d'un régiment de flics. Seul un grand metteur en scène pouvait obtenir ce résultat d'un tel comédien. Il est vrai qu'on ne peut en dire autant de François Périer qui compose un trop brillant commissaire, comme c'est devenu habituel dans les films de Melville.

Est-ce un signe ? Il s'agit bien d'une œuvre d'une appréciable sévérité et pourtant l'impression finale qui s'en dégage est moins d'austérité que de sécheresse de trait. On est loin de la spiritualité de *Pick-pocket* ou de la chaleur des *Criminels* qui peuvent pourtant, par plus d'un titre, se réclamer d'une bien plus grande rigueur. C'est au fond le principe même du « policier » qui est en cause.

En fait, le cinéma est une peinture particulière dont le mouvement fait jouer en nous des ressorts sociaux avec lesquels on est bien obligé de

compter : un flic qui perquisitionne, avec l'ardeur communicative du chasseur au travail, reste un flic. Un homme qui meurt, les mains jointes, pour de l'argent, dans la luxueuse solitude d'un night-club, reste un homme qui se vend. Est-ce toujours vrai pour le réalisateur ? La neutralité de l'esthétisme est toujours proche de la complicité. Godard l'avait bien compris qui, dans *Made in U.S.A.*, dénonçait le bourgeois dans le gangster et, dans *Bande à part*, le gangster dans le bourgeois.

Une perpétuelle ambiguïté

Apparemment insensible à ces préoccupations, Melville continue à se taire, comme ses comédiens, entretenant une perpétuelle ambiguïté. Le silence c'est bien, surtout quand on le compare avec les films bavards du moment. Mais, au bout d'un certain temps, on se demande si le maître a encore quelque chose à ajouter...

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

J'ai même rencontré des tziganes heureux
(Youg.), V.O.

Exposition

Dialogue d'affiches

Emmanuelle Stein

Les clients de la Belle Jardinière peuvent en ce moment admirer dans les vitrines et les rayons de confection, les œuvres de « 40 jeunes peintres à découvrir », qui voisinent sans complexes avec les vestons et les anoraks des sports d'hiver. Dans le brouhaha des haut-parleurs, ils peuvent à loisir tâter la qualité d'un mohair ou apprécier une toile d'avant-garde. D'aucuns s'interrogeront sur les chances de succès d'une confrontation aussi brutale entre la jeune peinture et un public peu ou mal informé des nouvelles formes d'expression de l'art contemporain ; il n'en reste pas moins que l'initiative est sympathique dans sa hardiesse et témoigne d'une prise de conscience significative par les artistes d'aujourd'hui, et d'une sincère volonté de dialogue avec un public vierge, longtemps négligé par les milieux artistiques — et le leur rendant bien.

A l'heure de la carte bleue, et du prêt-à-porter, des jeunes artistes n'ont pas craint de choisir comme lieu géométrique privilégié de leur expérience, l'aire d'un grand magasin, temple par excellence de la consommation. Dans leur recherche de contact avec le grand public, d'illustres aînés, comme Vasarely, leur montrent d'ailleurs l'exemple. Le maître de l'Op'Art s'est depuis long-

temps fait le champion des « multiples », c'est-à-dire d'originaux reproduits à tirages limités, qu'un amateur à budget moyen peut aujourd'hui s'offrir à partir de 500 F. Des galeries d'art, et non des moins réputées, n'hésitent pas à s'inspirer de la formule. Iléana Sonnabend présente au prix de 32 F, des affiches Pop, d'une édition très soignée, numérotées et signées par les plus célèbres artistes américains contemporains. Le plus aristocratique de nos peintres, j'ai cité Georges Mathieu, descend à son tour dans la rue et offre sa remarquable collection d'affiches réalisées pour la Compagnie Air France, au prix modique de 20 F l'unité. En outre, 10 % du montant de la vente iront aux œuvres de l'U.N.I.C.E.F. (lutte contre la faim dans le monde).

Certes, les œuvres uniques d'un Mathieu, d'un Vasarely, d'un Kline restent, bien entendu, hors d'atteinte des bourses du commun des mortels. Néanmoins, par le biais des multiples, des affiches, et la recherche de nouveaux moyens de diffusion de l'œuvre d'art, une passerelle encore fragile est lancée par-dessus le fossé creusé depuis longtemps par les spéculateurs, les marchands, les snobs et les esthètes entre ceux qui n'auraient jamais dû être séparés : les peintres et leur public. □

SKI - HIVER 1967-1968

● CERVINIA - COURMAYEUR - SESTRIERE : 7 jours de ski comprenant : voyage avion Paris-Turin et retour ; pension complète, taxes et service compris ; assurance accidents, ski et tiers ; tarif réduit sur remontées mécaniques.

TARIF : avant le 20 décembre et du 7 au 24 février : de 500 à 1.000 F.

Dans les mêmes conditions, séjours :

10 jours : de 600 à 1.250 F ; 14 jours : de 700 à 1.550 F.

● ROUMANIE (dans les Carpates) - POIANA-BRASHOV : 14 jours. Voyage Paris-Bucarest en avion ; départs toutes les semaines du 22 décembre au 24 février.

TARIF : 849 F tout compris (en dehors de ces départs, séjour à 944 F).

● A L'OCCASION DES JEUX OLYMPIQUES : vols spéciaux aller-retour :

New York, à partir de 950 F ;

Mexico, à partir de 1.800 F.

RENSEIGNEMENTS : à l'administration du journal, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20.

 **Débat**

Il y a 50 ans...

Lelio Basso

Je n'avais pas encore quatorze ans lorsque j'ai découvert la révolution d'Octobre, et pourtant j'ai le souvenir précis de l'influence qu'elle a exercée sur ma formation intellectuelle et politique comme sur celle de tant d'autres hommes — jeunes ou adultes — de cette époque.

Il y avait trois ans que durait en Europe ce massacre des peuples qui niait tout ce qui avait été enseigné jusqu'alors sur les valeurs de la civilisation libérale, sur la dignité de l'homme et sur les principes de la liberté, valeurs qui avaient été également la base de l'éducation de ma génération dans la famille et surtout à l'école. De façon inattendue, une immense masse d'hommes — le peuple russe — se rebellait contre ce massacre et contre l'ordre social qui l'avait suscité ; une révolution de type nouveau se faisait jour en Europe.

« Les révolutions, a écrit Marx, sont la locomotive de l'Histoire, parce qu'elles accélèrent le cours des événements et accélèrent en même temps la prise de conscience des masses. » Sous cet aspect, la révolution russe a été un accélérateur d'une puissance extraordinaire pour toutes les masses travailleuses du monde.

Pour nous qui ne connaissions rien à la doctrine de Marx ou aux écrits de Lénine, et aussi pour ceux qui ignoraient ce que voulait dire « socialisme », pour les paysans analphabètes, pour les travailleurs victimes de l'exploitation la plus dure, pour les soldats qui vivaient depuis des années dans la boue des tranchées, la révolution d'Octobre avait une signification très claire : pour la première fois dans l'histoire du monde, les ouvriers et les paysans d'un pays très vaste avaient pris dans leurs mains leur destinée et s'attaquaient directement aux problèmes les plus ardues de la vie de l'Etat et de la société. Des espérances nouvelles, illimitées s'offraient pour l'avenir du monde.

Le rayonnement d'Octobre

La révolution russe prouvait qu'il n'y avait pas d'ordre naturel et éternel pour la société, que tout ordre social pouvait être mis en question, que la division en classes, en exploités et en exploités, ou plus simplement — tel que cela apparaissait aux yeux du peuple — en riches et en pauvres, en puissants et en opprimés, en maîtres et en serviteurs, n'était pas quelque chose d'immua-

ble qui répondait aux « desseins de la Providence », mais au contraire prouvait que les pauvres, les exploités, les opprimés pouvaient revendiquer leur pleine dignité humaine et étaient capables d'assumer les plus hautes responsabilités. Ce fut de cette façon incertaine dans ses contours, mais claire sur l'essentiel, que la révolution d'Octobre fut perçue par les masses italiennes — tout au moins par celles qui avaient déjà une conscience politique — en tant que revendication de la dignité de la responsabilité politique, en tant que renversement de principes ancestraux et de traditions consacrées, comme l'annonce d'une époque nouvelle dans une Histoire qui voyait changer ses principaux protagonistes.

Les écrivains, les hommes politiques et les journalistes bourgeois ne cessèrent pas de prévoir l'écroulement rapide du régime bolchevique. Les théoriciens social-démocrates démontrèrent « scientifiquement » que le régime né de la révolution d'Octobre ne pouvait survivre parce que les « conditions historiques » n'étaient pas mûres. Toutefois, en dépit des prophéties bourgeoises et de la « science » social-démocrate, les ouvriers et les paysans soviétiques continuèrent à défendre les conquêtes de la révolution et, au milieu des plus grandes difficultés, le parti bolchevik continua à conserver le pouvoir, malgré la guerre civile et l'agression extérieure, malgré une famine épouvantable et la dissolution d'une large partie du tissu social. La révolution fut une création continue, une riposte quotidienne du pouvoir soviétique aux problèmes nouveaux qui surgissaient de toutes parts; elle fut une victoire de la volonté, de l'intelligence et de la jeunesse d'une classe neuve qui démontrait sa capacité inépuisable d'initiatives dans les circonstances les plus contraires. Au fur et à mesure que les préjugés tombaient, que les prophéties étaient démenties, que la « science » était confondue par la réalité, les masses du monde entier sentaient que l'impossible était devenu possible, que ce qui avait été dénoncé pendant des années comme une utopie pouvait devenir une réalité, qu'une riposte nouvelle pouvait être donnée aux difficultés, aux contradictions qui ont travaillé jusqu'à maintenant l'histoire de la société.

Pour un bilan

Certes, malgré cela, la révolution ne s'est pas étendue à d'autres pays. Grâce à l'aide de la social-démocra-

tie, les forces du capitalisme et de l'impérialisme se réorganisèrent et surmontèrent leur crise. Pourtant, depuis ces jours d'Octobre, depuis ces dix jours qui ébranlèrent le monde, est née une nouvelle dimension humaine. Dans les pays capitalistes, dans les pays d'Europe où la révolution socialiste ne se fit pas ou fut étouffée dans l'œuf comme en Italie ou écrasée dans le sang comme en Allemagne et en Hongrie, la révolution d'Octobre se fraya un chemin en utilisant les voies les plus diverses et les détours les plus ignorés. Une révolution démocratique s'opéra dans l'esprit des masses par le renversement des valeurs traditionnelles, par une maturation de la volonté d'expression démocratique. Hors d'Europe, parmi les masses les plus déshéritées ou parmi l'intelligentsia des pays colonisés, d'abord en Asie puis en Amérique latine, la révolution d'Octobre suscita tout de suite des échos destinés à ne pas s'éteindre, mais au contraire à s'amplifier et à devenir peu à peu le cri de guerre de nouvelles révolutions. La chaîne de l'impérialisme, la chaîne qui enserrait le monde dans les liens de l'oppression avait été brisée. Il n'y eut plus par la suite de front unique des grandes puissances contre les peuples qui se battaient pour l'indépendance et la démocratie, parce que l'une d'entre elles les appuyait et s'opposait à l'exportation de la contre-révolution.

Nous sommes encore trop près de cet événement d'Octobre pour en tracer un bilan, pour comprendre vraiment que de cette date part une époque nouvelle de l'histoire de l'humanité. Au cours de ces cinquante ans, la révolution a emprunté des voies de plus en plus difficiles : la guerre civile, l'isolement politique et économique, l'agression de l'Allemagne nazie, la guerre froide, tout a été tenté pour renverser le nouveau cours de l'Histoire. Et pour grandes qu'aient été les difficultés de la révolution, la plus grande est restée celle de construire le socialisme, celle d'ouvrir au monde une route que personne n'a encore parcourue, celle de résoudre dans le feu d'une expérience sans précédent les problèmes les plus vastes qui se soient jamais posés à l'humanité.

Pour de nouveaux Octobres

Il serait naïf de prétendre que toutes les solutions adoptées jusqu'ici, et celles qui seront adoptées ultérieurement, ont toujours satisfait ou doivent satisfaire demain les socialistes. Mais il serait encore plus naïf de croire qu'une pareille expérience historique pouvait trouver sa voie sans tâtonnements et sans erreurs. Pour moi, l'attitude à suivre face à la révolution russe est celle de Rosa Luxembourg qui critiqua librement ce qu'elle considérait comme des erreurs, mais gardait toujours conscience de la grandeur historique de l'entreprise et surtout n'oubliait ja-

mais que les responsables principaux de ces erreurs n'étaient pas les dirigeants soviétiques, mais le mouvement ouvrier européen qui n'avait pas su mener à succès sa propre révolution et avait laissé la révolution russe isolée.

Aujourd'hui, la meilleure façon de célébrer ce cinquantième anniversaire est d'exprimer librement ce que l'on pense, même si cela conduit à critiquer. A condition, bien entendu, de faire son devoir de révolutionnaire et de socialiste dans son propre pays, sans répéter de façon pédante et dogmatique la lettre des textes classiques, mais en revivifiant de façon créatrice dans les conditions d'aujourd'hui les enseignements du marxisme et du léninisme.

Nous découvrirons alors que notre révolution ne doit pas suivre obligatoirement le chemin suivi par la révolution soviétique pas plus que nous ne pouvons prétendre imposer à la révolution soviétique nos schémas abstraits. Des erreurs, des déviations, des compromis, des reculs sont inévitables dans le cours réel de l'Histoire et nous aiderons les camarades soviétiques à mieux combattre leurs immenses difficultés, à trouver le chemin de la construction démocratique du socialisme, à réaliser les idéaux léninistes, si nous nous montrons capables de lutter réellement contre les adversaires de classe, contre les ennemis communs de la révolution socialiste, si, au lieu de disserter sur des modèles abstraits de la révolution, nous savons poser les pieds sur le terrain solide de la réalité historique en adaptant la stratégie marxiste aux différentes situations, de la façon concrète employée par Lénine pour appliquer les enseignements du marxisme à une situation différente de celle que Marx avait considérée comme la plus propice à la révolution.

Nous n'avons pas peur de nommer par leur nom les erreurs que la révolution russe a pu commettre au cours de ces cinquante ans, mais nous n'oublions pas le sens global de l'Histoire et les enseignements qui en dérivent : la volonté unitaire l'internationalisme, la solidarité opérante dans toutes les luttes contre l'impérialisme, la conscience de la capacité créatrice des masses, la possibilité de conquérir pour tous les hommes une plus grande liberté et une participation effective à l'Histoire grâce aux germes semés par la révolution d'Octobre.

Pour nous, c'est cela le socialisme, ce socialisme qui s'est ouvert la route il y a cinquante ans parmi les sacrifices, les souffrances et les actes héroïques et depuis lors progresse malgré des erreurs graves, mais à travers de grandes conquêtes, vers la redemption de l'humanité. □